

Le premier ministre le déclarait l'an dernier à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth: "La dignité de l'être humain et l'amélioration du sort de l'homme sont des questions qui nous intéressent." En d'autres termes, les solutions aux problèmes internationaux qui n'avantagent pas les personnes ordinaires ne sont pas acceptables. Cet intérêt est non seulement partagé par les gouvernements, mais aussi par quelque 250 organismes non gouvernementaux du Commonwealth. C'est là, à mon avis, que se trouve la véritable force du Commonwealth. La politique étrangère n'est, somme toute, qu'un cadre que les peuples doivent animer. Elle ne peut guider les relations internationales sans compter sur l'opinion publique, qu'elle reflète, et sur l'appui du public.

Bien qu'on ne s'en soit généralement pas aperçu, le Commonwealth, au cours de la dernière décennie, a réduit quelque peu l'accent qui avait été mis sur les questions purement politiques. Cette évolution a atteint son point culminant en 1973, lorsque les chefs de gouvernement du Commonwealth réunis à Ottawa prenaient spécialement la décision de "tirer parti, dans toute la mesure du possible, des mécanismes existants afin de mettre en application les principes du Commonwealth et d'accélérer le rythme du développement économique et social parmi ses membres les moins nantis". Ce sont ce dynamisme et cet engagement qui fournissent la clé de la compréhension et de la valeur du Commonwealth moderne. Cette réalité trouve son expression officielle dans les programmes administrés par le Secrétariat du Commonwealth. Amorcés en 1965, ces programmes comprennent la Fondation du Commonwealth (établie pour intensifier les échanges entre les organisations professionnelles du Commonwealth), le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (se concentrant surtout sur l'assistance technique, l'éducation et la formation, et l'expansion des exportations), le Programme du Commonwealth pour la jeunesse (établi en 1973 dans le but d'encourager les jeunes à participer au développement de leur collectivité), et le Programme d'études pratiques en matière de gouvernement (pour la formation des cadres moyens et supérieurs de la Fonction publique). Outre ces initiatives, les organismes non gouvernementaux redoublent d'activité dans divers domaines, dont ceux de la médecine, du droit, de la science et de l'éducation.

Durant cette période de concentration sur la coopération technique, les questions politiques ne furent point ignorées comme le confirment les discussions du Commonwealth sur l'*apartheid*, la Rhodésie et les essais nucléaires. Il en va de même maintenant, comme le témoigne la décision prise en 1973 par les chefs de gouvernement, de fournir une aide humanitaire aux autochtones des territoires de l'Afrique australe qui s'efforcent d'obtenir l'autodétermination, décision qui a amené le Canada à modifier considérablement sa